

183

DQ26

Régularisation des crues du bassin  
versant du lac Kénogami

Saguenay-Lac-Saint-Jean 6211-01-005

Envoi par courrier et par télécopie : ( 514) 840-3223

Québec, le 17 juillet 2003

Monsieur Patrick Arnaud  
Hydro-Québec  
Direction principale-Projets et construction  
855, rue Sainte-Catherine Est, 15<sup>e</sup> étage  
Montréal (Québec) H2L 4P5

Objet :   Projet de régularisation des crues du bassin versant du lac Kénogami  
          Questions complémentaires du 17 juillet 2003

---

Monsieur,

En référence au dossier présentement à l'étude, la commission chargée de l'examen du projet précité désire obtenir d'autres renseignements complémentaires.

Veuillez trouver, annexées à la présente, des questions pour lesquelles la commission souhaite recevoir les réponses dans les plus brefs délais compte tenu de l'échéancier dont elle dispose pour ses travaux.

Nous vous remercions de l'attention que vous porterez à cette demande et vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos meilleurs sentiments.



Anne-Lyne Boutin  
Coordonnatrice du secrétariat de la Commission  
d'examen conjoint et de la commission du BAPE

c.c. :   M<sup>me</sup> Liette Pelletier  
          Ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs

**Questions complémentaires du 17 juillet 2003  
adressées au promoteur**

---

**Question 1**

**Mesures de compensation**

Devant le refus de Pêches et Océans Canada (lettre du MPO en date du 9 juillet 2003) de considérer la compensation proposée par le promoteur au Lac à Jack, le promoteur entrevoit-il d'autres mesures de compensation dans le bassin versant, dont la possibilité d'aménagements ou d'ensemencement au lac Kénogami ?

**Question 2**

**Les zones inondables à l'amont et à l'aval du lac Kénogami**

La conclusion du RAPPORT DU COMITÉ D'EXPERTS SUR LES CRUES EXCEPTIONNELLES DU LAC-RÉSERVOIR KÉNOGAMI, remis au gouvernement du Québec en décembre 1999, présentait huit éléments que devrait contenir l'étape suivante du projet de gestion des crues. Les deux premiers éléments de la liste étaient énoncés ainsi :

- a) *définir les limites des zones inondables à l'amont et à l'aval du lac-réservoir Kénogami pour les crues vicennale, centennale, décamillénale, les CMP et pour les cas de ruptures de barrages; [...]*
- b) *évaluer les dommages directs et indirects dans les zones inondables définies en a);*  
(document déposé DQ13.1, p. 74)

À la connaissance du Centre d'expertise hydrique du Québec et du ministère des Ressources naturelles du Québec, la définition des limites de chacune de ces zones inondables ainsi que l'évaluation des dommages potentiels dans ces zones ont-elles été complétées, en tout ou en partie ? Le cas échéant, la commission souhaite prendre connaissance des résultats de ces travaux\*.

\*Autres que ceux déjà fournis dans le document déposé DQ11.2

**Question 3**

**Précisions sur les variantes de gestion du réservoir Pikauba à 412,7 m et 413 m**

Dans son étude de variantes de gestion estivale, le promoteur affirme que, compte tenu de la marge de manœuvre de l'exploitant, l'application de la variante B entraînerait « [...] l'ennoiement complet des milieux humides à l'amont du barrage n° 3 environ une année sur deux [...] » (document déposé DA6.1, p. 14).

À partir des données historiques et des simulations déjà réalisées, la commission lui demande de documenter ces événements d'enneigement en précisant le moment, l'importance et la durée des dépassements de la cote maximale normale du réservoir Pikauba si celle-ci était fixée :

- A) à 412,7 m
- B) à 413,0 m

#### Question 4

##### **Demande de production d'une variante de gestion du réservoir Pikauba à 400,5 m**

Le promoteur a déjà simulé l'exploitation du lac Kénogami sur 87 ans en faisant varier la cote maximale normale de gestion du réservoir Pikauba entre 411 m et 418,4 m (documents déposés DA6.1, DB38 et PR5.5).

Pour fins de comparaison, la commission lui demande de simuler une variante supplémentaire en utilisant une cote maximale normale à 400,5 m, c'est-à-dire avec un réservoir Pikauba vide en situation normale. Cette simulation sera réalisée en appliquant les critères assouplis de dépassement de la cote maximale mentionnés dans l'ÉTUDE DE VARIANTES DE GESTION ESTIVALE DU NIVEAU DU LAC KÉNOGAMI de juin 2003 (document déposé DA6.1, p. 14). Selon ces critères, on pourrait procéder au remplissage du réservoir et dépasser la cote maximale d'exploitation lorsque le débit sortant du lac Kénogami atteint 405 m<sup>3</sup>/s.

Ainsi, on simulera, pour les 87 années de données, les niveaux journaliers du réservoir Pikauba et du lac Kénogami. Seront également fournis :

pour le réservoir Pikauba

- ◆ les courbes enveloppes de niveaux journaliers;
- ◆ un tableau des fréquences de dépassement pour les niveaux journaliers;
- ◆ des statistiques sur le nombre, la durée, la période de l'année et l'amplitude des événements de remplissage du réservoir;
- ◆ la superficie de milieux humides ennoyés ;
- ◆ la productivité aquatique ;

et pour le lac Kénogami

- ◆ les courbes enveloppes de niveaux journaliers;
- ◆ un tableau des fréquences annuelles et estivales de dépassement pour les niveaux;
- ◆ un tableau des fréquences annuelles et estivales de dépassement pour le débit total sortant;
- ◆ des statistiques sur les performances de stabilisation estivale du lac Kénogami et de respect du débit minimal sortant ainsi que sur le dépassement des seuils mineurs d'inondation en aval du lac;
- ◆ les intensités et fréquences des débits de crue sortant.

## Question 5

### Milieux humides

Le promoteur pourrait-il présenter un bilan des gains et des pertes de fonctions (voir document d'Environnement Canada intitulé, *La politique sur la conservation des terres humides, 1991*) des milieux humides du secteur Pikauba en tenant compte de la description de celles-ci et de l'évaluation de leur importance et des superficies impliquées. Cette information pourrait être présentée sous forme d'un tableau sommaire selon les types de fonctions des milieux humides.

## Question 6

### Dépôt de document

À la section 3.6.3 du volume 1 de son étude impact, le promoteur mentionne que *les données de base, les hypothèses d'études, les scénarios de rupture et les cartes d'inondation sont consignés dans un rapport détaillé qui sera soumis au Centre d'expertise hydrique du Québec*. La commission aimerait obtenir copie de ce document.

## Question 7

### Processus d'indemnisation

Le promoteur peut-il fournir à la commission plus d'information sur le processus d'indemnisation visant à dédommager les propriétaires et organismes qui seront directement affectés par le projet. Il devra expliquer les mécanismes qui sont disponibles pour résoudre les différends en cas de désaccord. Le promoteur devrait également fournir un énoncé clair de son engagement à indemniser les propriétaires et organismes affectés par le projet.

## Question 8

### Capacité des ressources renouvelables

Étant donné que la commission doit rencontrer les exigences de la section 16 de la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale*, le promoteur peut-il donner son avis concernant la capacité des ressources renouvelables risquant d'être touchées de façon importante par le projet (s. 16(2)d). Sans pour autant négliger les autres ressources affectées par le projet, la commission aimerait que le promoteur cible son analyse sur la ressource 'omble de fontaine' et ses habitats. La discussion du promoteur devrait sommairement décrire les ressources renouvelables qui risquent d'être touchées par le projet. Ensuite, on devrait clairement établir, compte tenu des résultats de l'étude d'impact, si ces ressources risquent d'être affectées de façon importante suite à la mise en œuvre des mesures

d'atténuation proposées par le promoteur. Le cas échéant, les points suivants devraient être documentés :

- ◆ les effets du projet sur la ressource renouvelable ;
- ◆ comment la capacité de cette ressource a été mesurée ou évaluée ;
- ◆ les limites temporelles et géographiques qui sont utilisées pour évaluer la capacité de la ressource ;
- ◆ la capacité de la ressource à rencontrer les besoins actuels ;
- ◆ la capacité de la ressource à rencontrer les besoins futurs ;
- ◆ toutes autres mesures d'atténuation appropriées ;
- ◆ l'importance des effets résiduels sur la capacité de cette ressource ;
- ◆ les risques et incertitudes qui demeurent et les prochaines étapes, le cas échéant, qui seront nécessaires pour les adresser.